

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 2016a: Numéro spécial anniversaire : l'avenir depuis 50 ans avec DP

Artikel: "Domaine Public", la gauche et la science. Partie VII, Recherche scientifique
Autor: Escher, Gérard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014208>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

des trente dernières années.

Il y a bien eu explosion des effectifs d'étudiants à tous les niveaux de formation, même si cette massification ne s'est que partiellement traduite en démocratisation. Le taux suisse d'obtention d'un diplôme universitaire (Hautes écoles) a augmenté mais demeure aujourd'hui encore inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Il lui est en revanche légèrement supérieur s'agissant des diplômes de HES (cf. OCDE, [Regards sur l'éducation 2013](#)).

Et d'ailleurs, en matière de formation professionnelle, l'événement majeur a précisément été la création, à la fin des années 90, de ces Hautes écoles spécialisées, et dans la foulée celle des Hautes écoles pédagogiques, instaurant des formations tertiaires dans tous les domaines professionnels.

De même, des accords importants, quoique très discutés, ont été réalisés en matière d'harmonisation, notamment les accords de Bologne au niveau européen (1999), ou plus récemment *Harmos* à l'échelle suisse.

Et aujourd'hui, quelles priorités?

En revanche, des problèmes nouveaux sont aussi apparus, auxquels l'école, et au-delà la société tout entière, sont aujourd'hui confrontées. Nous n'en mentionnerons ici que deux, particulièrement lourds de par les conséquences humaines et sociales qu'ils engendrent.

Il s'agit tout d'abord, apparues depuis près de trente ans, des nouvelles migrations liées aux conflits armés ou à la misère. La prise en charge par l'école de ces élèves allophones exige

des réponses spécifiques et a conduit à la création de structures particulières (classes d'accueil, soutien individualisé, etc.).

Par ailleurs, on constate depuis plusieurs années en Suisse qu'une proportion de 10 à 15% de jeunes arrivent au terme de la scolarité obligatoire sans perspective de formation et sans avoir acquis un niveau suffisant de compréhension et d'analyse des textes écrits leur permettant de développer leur autonomie et de s'insérer dans la société (voir le rapport 2010 [L'Éducation en Suisse](#) du Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation). Une société avancée ne peut pas tolérer une telle situation. Aujourd'hui, ce ne sont plus d'abord les élites qu'il faut développer, c'est clairement le soutien aux premières années de la scolarité qui devient prioritaire.

«Domaine Public», la gauche et la science

VII. Recherche scientifique

Gérard Escher - 04 November 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/24619>

Le premier numéro de *Domaine Public* consacrait déjà un titre à la «recherche scientifique» en pédagogie. Cinquante ans donc que DP porte un soutien critique à la science, source de possibles, capable de débloquent des débats politiques, mais aussi une critique de ses dérives et

de sa contribution à la croissance à tout prix. Petit échantillon de prises de position de DP – les dix premières années, environ 200 numéros, en gros jusqu'à la crise pétrolière de 1972 – toujours pertinentes.

[Pédagogie: bricolage ou](#)

[recherche scientifique?](#), titre le n° 1 de DP. La recherche en pédagogie est une obsession des débuts. Dans le n° 18 (1964), [Pour une pédagogie expérimentale](#) avoue que c'est un «cheval de bataille» du périodique. Une enquête du n° 42 (1965) place les «investissements dans la

recherche pédagogique» au cinquième rang des préoccupations des lecteurs de DP; à leur décharge, la fiscalité des *holdings* figure en première place. L'acharnement de DP, avec la création des hautes écoles pédagogiques, a sans doute été couronné de succès. La science permet de dégeler l'immobilité – ici de l'école –, c'est le premier axe de DP.

A quoi sert la science?

La question apparaît au n° 50, dans l'article *Décervelons les computers*. Aucune projection ne permet de résoudre les problèmes de notre société, y dit-on, car il ne s'agit pas de prolonger le présent (comme le font les «*computers*»), mais de le transformer. Dans son dynamisme, le capitalisme met l'avenir à son service et instrumentalise la science. Affirmons donc la primauté des valeurs sur le rationnel – c'est le deuxième axe de DP.

Mais «*l'invention technologique et scientifique est le fait révolutionnaire fondamental*», affirme le n° 120 (1969). Elle change certes la vie, mais rend également possible une économie de la croissance continue. Se joue donc une partie serrée, dit DP. La liberté doit être gagnée contre l'organisation de la société industrielle, où priment croissance, technologie, profit; mais aussi, sur un autre front, contre le retour du magique et

de la religiosité. Troisième axe: la science, alliée objective de la révolution quand elle fait reculer l'obscurantisme, mais alliée inconfortable quand elle cautionne profit et croissance.

A partir du moment où la science prend une place décisive dans la vie nationale, qui contrôle les savants? «*La réponse ne se trouve pas sous les pas d'un cheval*» est-il dit joliment dans le n° 91. L'Etat? Son rôle est d'imposer une limite aux exigences financières. Les savants eux-mêmes? En général, ils se ménagent réciproquement. Un vaste conseil représentatif de tous les milieux? C'est un faux parlement. Et l'édito du n° 190 d'ajouter: l'industrie? «*Si l'industrie est partie (très prenante) de la politique de recherche et développement, elle ne saurait en décider seule les finalités*». Alors? «*On peut imaginer des confrontations restreintes et pas nécessairement bruyantes, entre chercheurs et patrons, industriels, politiciens, travailleurs et enseignants, non pour contrôler le travail fait, mais pour le questionner*» (n° 91). Quatrième axe: affirmer la primauté du politique sur la technocratie, mais laisser travailler les chercheurs dans la quiétude.

Réconcilier science et société

Deux articles intitulés *Haro sur*

la recherche fondamentale dans les n°s 207 et 208 (décembre 1972) reflètent un tournant, l'abandon des heureuses années 60. Ce sont les premières coupures de budget en ces années de grande inflation, où l'on cherche à supprimer tout investissement non directement productif; c'est la science critiquée par la génération Vietnam, consciente des applications militaires; c'est la critique radicale – par la gauche militante – d'une science responsable des malheurs de la civilisation industrielle: croissance démesurée et destruction de l'environnement.

Mais DP ne prend pas ce chemin et propose dans le même numéro la volonté plus pratique «*d'une réconciliation avec la société et ses besoins*». Il s'agit de développer une «*véritable science qui nous permettrait de gérer des systèmes complexes interdépendants*». Orienter la science vers la recherche d'instruments conceptuels dont nous aurons besoin pour nous situer et agir demain; insérer par tous les moyens les scientifiques dans la société – pour mieux comprendre ces besoins –, tels paraissent à DP les deux objectifs complémentaires d'une politique scientifique.

Quarante ans plus tard, voilà un programme qui reste d'actualité.